



EXTRAIT

Du Registre des délibérations du Conseil Communautaire

DELIBERATION N° 03/2021 – 13

OBJET : LOI D'ORIENTATION DES MOBILITES (LOM)

Délibération relative à la non prise de compétence AOM (Autorité Organisatrice de la Mobilité)

L'An deux mille vingt et un et trente et un du mois de mars (**31.03.2021**) à 18 heures 30, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Terres des Confluences, convoqué le 25 mars 2021, s'est assemblé à la salle Jean Moulin de Castelsarrasin, sous la présidence de Monsieur Dominique BRIOIS, Président de la Communauté de Communes.

CONSEILLERS PRESENTS :

M. BRIOIS Dominique, Président
M. BESIERS Jean-Philippe, 1^{er} Vice-Président
M. LOPEZ Romain, 2^{ème} Vice-Président
Mme FORNERIS Dominique, 3^{ème} Vice-Présidente
M. GARGUY Bernard, 4^{ème} Vice-Président
Mme FEAU Annie, 5^{ème} Vice-Présidente
M. BOUCHÉ Bernard, 6^{ème} Vice-Président
M. SAMAIN Hugues, 7^{ème} Vice-Président
Mme VISSIERES-DELVOLVE Marie-Thérèse, 9^{ème} Vice-Présidente
M. DELLAC Patrick, conseiller délégué
M. PREVEDELLO Xavier, conseiller délégué
M. JAMAIN Thierry, conseiller délégué

M. CRUBILÉ Jean-Luc - M. DUPUY Guy - Mme AVARELLO Georgette - M. PONS Michel - Mme BAJON-ARNAL Jeanine - M. KOZLOWSKI Éric - Mme CARDONA Muriel - M. FERVAL Jean-Philippe - Mme TRESSENS Christiane - Mme BETIN Nadia - M. DURRENS Serge - Mme PAYSSOT Céline - M. REMIA Alex - Mme PECCOLO Marie-Christine - M. ANGLES André - Mme CAVERZAN Marie-Claire - M. BON Philippe - Mme DELZERS Monique - M. BOUTINES Gilbert - Mme FAVAREL Annie - M. VIGNAUX Christian - Mme CAVERZAN Martine - M. COULOM Michel - M. PAILLAS Alain - M. FEGNE Jean - Mme DELCHER Any - Mme M'BAMBI MATA LA Claudine - M. PUCHOUAU Pierre - Mme GAYET Stéphanie - M. LOURMEDE Guy - M. THIERS Jean-Christophe - Mme SCHATTEL Danièle - M. ACHCHTOUI Soufiane - Mme ESQUIEU Pierrette - M. SÉGARD Georges - Mme LAFFINEUR Nicole - Mme HEMMAMI Estelle (jusqu'à la délibération n° 16) - Mme CAVALIÉ Marie Estelle (jusqu'à la délibération n° 16) - Mme BADENS Véronique - M. FOURNIÉ Philippe - M. BRAS Jacques - Mme DUPOUY Nadine - Mme MOREL Michelle

CONSEILLERS REPRESENTES :

M. LAFONT Hubert, 8^{ème} Vice-Président
Mme CARDONA Muriel
M. EIDESHEIM David
M. BENECH Eric
M. POUGNAND Jérôme
Mme LOPEZ Sophie
M. BOUSQUET Franck

a donné procuration à Dominique BRIOIS
a donné procuration à Jeanine BAJON-ARNAL
a donné procuration à Michel PONS
a donné procuration à Bernard GARGUY
a donné procuration à Pierre PUCHOUAU
a donné procuration à Romain LOPEZ
a donné procuration à Estelle HEMMAMI

ABSENTS EXCUSES :

M. USSEGLIO Philippe

ABSENTS NON EXCUSES :

Mme HEMMAMI Estelle (à partir de la délibération n° 17)
Mme CAVALIÉ Marie (à partir de la délibération n° 17)

En conformité à l'article L.5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein de l'Assemblée, M. Soufiane ACHCHTOUI ayant obtenu la majorité des suffrages, a été délégué pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment ses articles L5214-16 et suivants ;

Vu la loi d'orientation des mobilités (LOM) n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 ;

Vu le Code des Transports et notamment ses articles L1231-1 et suivants ;

Vu l'avis de la commission communautaire PCAET-mobilité du 15 mars 2021 ;

Vu l'avis du bureau communautaire du 2 mars 2021 ;

Vu l'avis de la conférence des maires du 23 mars 2021 ;

NOTE SUCCINCTE

La loi d'orientation des mobilités (LOM) du 24 décembre 2019 a introduit l'exercice effectif de la compétence « organisation de la mobilité » afin de répondre aux objectifs suivants :

- Mettre fin aux « zones blanches » (non couvertes par une autorité organisatrice de la mobilité active) ;
- Consacrer un droit à la mobilité (plus large que le droit au transport) en accordant de nouvelles compétences aux collectivités territoriales pour organiser les services de mobilité active et partagée (et non plus simplement concourir à leur développement) ;
- Renforcer le rôle des régions comme chefs de file de la mobilité ;
- Agir en matière de mobilité solidaire (personnes en vulnérabilité économique ou sociale, personnes handicapées ou à mobilité réduite).

Ainsi, à compter du 1^{er} juillet 2021, l'ensemble du territoire national devra être couvert par des Autorités Organisatrices de la Mobilité (AOM).

L'AOM est l'acteur public compétent pour organiser les services de mobilité suivants dans son ressort territorial (article L. 1231-1-1 du code des transports) :

- Des services réguliers de transport public de personnes (urbains ou non urbains) ;
- Des services à la demande de transport public de personnes ;
- Des services de transport scolaire (articles L. 3111-7 et L. 3111-8 du code des transports) ;
- Des services relatifs aux mobilités actives (ou contribution à leur développement) ;
- Des services relatifs aux usages partagés des véhicules terrestres à moteur (ou contribution à leur développement) ;
- Des services de mobilité solidaire (pour les personnes en vulnérabilité économique ou sociale et les personnes handicapées ou à mobilité réduite)
- Des services de conseil et d'accompagnement auprès : des personnes en vulnérabilité économique ou sociale ; des personnes handicapées ou à mobilité réduite ; des employeurs et gestionnaires d'activités générant des flux de déplacements importants ; des gestionnaires de transports de marchandises et de logistique urbaine.

La LOM impose aux AOM de définir une politique de mobilité adaptée à leur territoire et d'en assurer le suivi et l'évaluation.

Cette compétence mobilité est globale, c'est-à-dire qu'elle doit être prise en bloc. L'AOM est compétente pour l'ensemble des services de mobilité. Elle ne peut pas être partagée entre plusieurs autorités organisatrices de premier rang et notamment faire l'objet d'une définition d'intérêt communautaire (pour une répartition entre communes et établissement public de coopération intercommunale (EPCI)).

Néanmoins, cette compétence globale peut être exercée « à la carte », c'est-à-dire que l'AOM a la liberté de mettre en place les services qu'elle souhaite et à son rythme. L'AOM n'a ainsi pas

~~L'obligation d'organiser tous les services~~ relevant de cette compétence (par exemple, elle ne doit pas nécessairement mettre en place un service de transport régulier).

Cette compétence d'organisation de la mobilité peut être détenue :

- Par l'EPCI (avec possible transfert global à un syndicat mixte ou à un PETR et possible délégation de tout ou partie des transports scolaires) ;
- A défaut par la région (avec possibles délégations de tout type de service de mobilité, en tout ou partie, notamment à une commune ou à un EPCI).

Il ne peut pas y avoir 2 AOM sur un même ressort territorial.

Dans tous les cas, à compter du 1er juillet 2021 :

- Les communes ne seront plus autorités organisatrices de la mobilité.
- La région demeure AOM régionale (organisation des services de mobilité d'intérêt régional) et chef de file de la mobilité, c'est-à-dire qu'elle coordonne et organise les modalités d'actions communes des AOM au niveau régional. Ce rôle s'articule autour de la mise en place de contrats opérationnels de mobilité, conclus à l'échelle de bassins de mobilité (espaces de coopération s'étendant sur le périmètre d'une ou plusieurs intercommunalités).

Si l'AOM est un EPCI, il peut choisir de reprendre ou non les services de transport organisés par la région intégralement englobés dans le périmètre intercommunal. En cas de reprise, elle doit se faire en bloc en comprenant à la fois les services réguliers, les transports à la demande et les transports scolaires.

Les EPCI ont jusqu'au 31 mars 2021 pour se saisir ou non de la compétence d'organisation de la mobilité et devenir Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM) sur leur territoire.

Si l'EPCI souhaite se saisir de la compétence, les communes membres auront ensuite 3 mois, au plus tard jusqu'au 30 juin 2021, pour délibérer et transférer leur compétence mobilité à l'EPCI.

La compétence « organisation de la mobilité » est une compétence facultative des Communautés de communes. Son transfert s'opère selon les modalités de droit commun (*prévues à l'article L. 5211-17 du CGCT renvoyant à l'article L. 5211-5 du même code*) : délibération à la majorité absolue des suffrages exprimés et notification de la délibération à chaque maire pour accord des conseils municipaux sur le transfert proposé. Cet accord doit être exprimé par deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population. Cette majorité doit nécessairement comprendre l'accord de la commune dont la population est la plus nombreuse (lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population totale de la Communauté de communes). À défaut de délibération dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

Enfin, lorsque la majorité qualifiée est atteinte, le transfert de la compétence est prononcé par arrêté préfectoral et prend effet au plus tard au 1^{er} juillet 2021.

En cas de refus de la prise de compétence mobilité, la région devient de droit AOM locale à compter du 1er juillet 2021, en complément de son statut d'AOM régionale (AOMR). Dans ce cas, la région pourra ensuite déléguer, par convention, selon l'article L. 1231-4 du Code des

Transports, tout ou partie de la compétence, notamment à une collectivité territoriale relevant d'une autre catégorie ou à un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, conformément à l'article L. 1111-8 du CGCT.

En cas de refus de la prise de compétence mobilité, la Communauté de communes n'aura la possibilité de reprendre cette compétence après le 1^{er} juillet 2021 que dans trois cas :

- En cas de fusion avec une autre Communauté de communes ;
- En cas de création ou d'adhésion à un syndicat mixte doté de la compétence mobilité ;
- En cas de transformation de la Communauté de communes en communauté d'agglomération. Dans ce cas, elle deviendra automatiquement AOM.

Il est nécessaire de rappeler que si la Communauté de communes ne prend pas la compétence mobilité, elle ne pourra plus mobiliser certains leviers d'actions, tels que :

- Bénéficier de dispositifs d'accompagnement, notamment financiers, spécifiquement dédiés aux AOM. Elle pourra néanmoins bénéficier de dispositifs d'accompagnement régionaux techniques et financiers (non ouverts aux EPCI AOM) ;
- Prélever le versement mobilité (impôt conditionné à l'organisation d'un service de transport régulier, prélevé auprès de tout employeur public ou privé du territoire de plus de 11 salariés, hors fondations et associations reconnues d'utilité publique à but non lucratif) ;
- Créer le comité des partenaires et décider de sa composition et de son fonctionnement. Mais elle pourra y être associée par la région ;
- Être partie prenante obligatoire du contrat opérationnel de mobilité. Elle pourra tout de même y être associée par la région.

Pour autant, il est important de rappeler que l'absence de prise de compétence mobilité ne signifie pas que la Communauté de communes et les communes ne peuvent plus intervenir en matière de mobilité sur le territoire.

Si la région devient AOM locale, les communes ne pourront pas créer de nouveaux services de mobilité mais elles pourront continuer de gérer les services déjà en place (cas du réseau Tulipe sur Castelsarrasin). La seule condition sera d'en informer la région. A contrario, cela ne sera pas possible si la Communauté de communes devient AOM.

En outre, la région pourra déléguer par convention tout ou partie d'un ou plusieurs services de mobilité à une commune ou à la Communauté de communes. Dans ce cas, les délégataires seront « autorités organisatrices de second rang (AO2) ». Les conditions de délégations (notamment : service ayant un intérêt local ; non concurrence aux services régionaux) sont en cours de définition par la région.

Enfin, en dehors des délégations régionales, les communes et la Communauté de communes pourront intervenir dans le cadre de leurs compétences, notamment : « aménagement de l'espace », « voirie », « logement et cadre de vie », « action sociale » ... Dans ce cadre, elles pourront par exemple agir pour :

- Elaborer un schéma des modes doux,
- Réaliser des aménagements sur les espaces publics en faveur des mobilités actives et partagées (aires de covoiturage ou d'autopartage, espaces de stationnement avec tarif préférentiel, zones 30...), organiser un service public de location de bicyclettes,
- Installer des bornes de recharge pour véhicules électriques,
- Mettre en place des services de non mobilité (tiers-lieux, services itinérants...),
- Communiquer et sensibiliser la population...

Considérant que les conseillers communautaires ont conscience du fort enjeu lié à la mobilité sur le territoire ;

Considérant que la prise de compétence mobilité implique la mobilisation de moyens conséquents et que l'organisation de la mobilité doit se faire à une échelle relativement large pour plus de pertinence et de lisibilité auprès de la population ;

Considérant que sans être AOM, la Communauté de communes et les communes pourront tout de même agir en matière de mobilité dans le cadre de délégations régionales et de certaines de leurs compétences et que ces actions pourront être assorties de dispositifs d'accompagnement régionaux ;

Le Conseil Communautaire :

- **renonce** au transfert de la compétence « organisation de la mobilité » ;
- **prend acte** qu'à compter du 1^{er} juillet 2021, la Région Occitanie deviendra Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM) sur le territoire de l'EPCI, et qu'à ce titre, elle sera compétente dans les domaines visés à l'article L.1231-1-1 du code des transports ;
- **confirme le souhait** de la Communauté de communes d'envisager le statut d'Autorité Organisatrice de second rang (AO2) pour la mise en place de certains services de mobilité dans le cadre de conventions de délégation de compétences conclues avec la Région Occitanie, assorties de dispositifs d'accompagnement régionaux ;
- **demande** à la Région Occitanie d'associer la Communauté de communes au contrat opérationnel de mobilité et au comité des partenaires, dans l'objectif de garantir le dialogue et la concertation autour de la compétence mobilité ;
- **autorise** Monsieur le Président à engager les discussions avec la Région en ce sens ;
- **notifie** la présente délibération à Madame la Présidente de la Région Occitanie.

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa :

Transmission en Sous-Prefecture le : 31/04/2021

Publication le : 31/04/2021

Notification le :

AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES
POUR COPIE CONFORME AU REGISTRE
DES DELIBERATIONS

LE PRESIDENT

D. BRIOIS



Membres en exercice : 62

Présents : 55

Votants : 61

Adoptée à 60 voix pour

1 abstention (Mme Monique DELZERS)